

# **COMMUNIQUE DES SYNDICATS**

## **CGT CFE/CGC FRALIB,**

### **ELUS ET REPRESENTANTS AU COMITE**

#### **D'ENTREPRISE FRALIB GEMENOS**

### **NEGOCIATIONS IMPOSEES A UNILEVER**

Les salariés de Fralib et leurs représentants CGT, accompagnés de leurs structures, ont rencontré ce jour, le Ministre du redressement productif Arnaud Montebourg accompagné de la Ministre Marie-Arlette CARLOTTI, du Président de la Région PACA Michel VAUZELLE, du Président de la CUM Eugène CASELLI, du Préfet de Région Hugues PARANT et Michel BENTOUNSI Directeur de la DIRECCT.

Lors de cette réunion de travail, qui s'est tenue dans les locaux de la Mairie de Gémenos en présence de M Roland GIBERTI, les représentants des salariés ont rappelé le comportement scandaleux de la multinationale Unilever qui, depuis des années, poursuit le but de casser l'usine Fralib à Gémenos et de jeter les salariés au chômage.

Depuis 605 jours de lutte, les salariés n'ont cessé de dénoncer les méthodes patronales et les pratiques du gouvernement sarkozyste, qui a soutenu sans faille et accompagné les agissements d'Unilever. L'un des derniers actes et non des moindres de la préfecture des Bouches du Rhône et du Ministre Xavier Bertrand a été de laisser passer volontairement le délai légal pour envoyer le procès-verbal de carence qui avait été dressé et ordonner à la Direction Départementale du Travail de bloquer la lettre d'observations sur le PSE qu'elle envisageait de transmettre à la société Fralib.

Un document de travail approfondi complétant la solution alternative développée par les salariés a été remis à tous les participants de la rencontre de ce jour.

Les salariés ont réaffirmé la nécessité d'organiser une table ronde autour de notre projet. La lutte syndicale menée avec détermination, responsabilité et sang-froid, mettant sous surveillance notre usine visait le maintien de l'outil de travail pour la continuité, le développement de l'activité industrielle et la sauvegarde de nos emplois. La situation actuelle et les perspectives ouvertes confirment le bien fondé et la légitimité de l'action des salariés.

Dans ce sens, Arnaud MONTEBOURG, Ministre du Redressement productif a d'emblée mis l'accent sur le caractère légitime de notre combat et sur la nécessité de retrouver le « chemin du dialogue ».

Il a énoncé un certain nombre d'acquis arrachés, d'engagements et d'objectifs, notamment :

- Unilever accepte de participer à des discussions avec la délégation des salariés de Fralib,
- Unilever s'engage à ne pas mettre en application les termes de l'Ordonnance rendue par le TGI de Marseille, aux termes de laquelle l'expulsion des salariés avait été prononcée,
- Unilever confirme que les machines ne quitteront pas l'usine. Sur ce point, le Ministre se porte garant d'un acquis syndical essentiel.

Un processus de discussions et de négociations va s'ouvrir sous l'égide du Ministère du Redressement productif, du Ministère de l'Economie sociale et solidaire, du Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et du Ministère du Travail. Ce que nous revendiquions explicitement depuis des mois en proposant la tenue d'une « table ronde ». Après avoir subi un sévère revers par l'exercice du droit de préemption utilisé par la CUM, Unilever est contraint à s'asseoir à la table des négociations.

M. Michel BENTOUNSI a été désigné par le Ministre comme médiateur pour organiser la table ronde dans les Bouches du Rhône.

Dans ce cadre, le Ministre a confirmé l'engagement public pour que le projet des salariés soit affiné, avec le concours d'experts mis à dispositions par l'Etat. Notre solution alternative est désormais prise en compte. Elle est, pour nous, au cœur du processus de négociations qui s'engage.

Les négociations démarreront dès la semaine prochaine. Le Ministre a ouvert un délai d'un mois pour ces premières discussions. Au bout de ce délai, le point sera fait avec lui.

Après 605 jours de combats âpres, les discussions vont enfin commencer. A l'évidence, la lutte paie. Nous en sommes fiers et toujours aussi déterminés.

La mobilisation et la détermination des salariés et de toute la CGT restent intactes pour la protection de notre outil industriel, pour nos emplois, pour qu'Unilever restitue aux salariés leur patrimoine et leur travail, le maintien de l'emploi et de l'Eléphant en Provence.